

édition 2011



ALIMENT **TERRE**  
**FESTIVAL**  
**DE FILMS**  
DOCUMENTAIRES



[www.festival-alimenterre.org](http://www.festival-alimenterre.org)

FICHE PÉDAGOGIQUE

## Du riz et des hommes

de S. Cailliau, C. Gille, A. Lacatena, N. Stinglhamber et Y. Verbeke

15' | 2008 | Association Switch



## DU RIZ ET DES HOMMES

DE S. CAILLIAU, C. GILLE, A. LACATENA, N. STINGLHAMBER ET Y. VERBEKE / 15' / 2008 / ASSOCIATION SWITCH

### Synopsis



L'office du Niger est l'un des plus vastes périmètres irrigués d'Afrique. Des milliers de familles y travaillent sur des petites parcelles, pour produire du riz. Aujourd'hui, organisées en syndicat, elles se battent pour que l'Etat malien investisse dans l'aménagement des nouvelles terres au lieu de s'ouvrir aux investisseurs privés qui menacent leur survie.

### Biographie et intention des réalisateurs

5 étudiants en Master de communication et développement, décident de réaliser un outil pédagogique d'éducation au développement comme projet de mémoire de fin d'année. Antonella Lacatena, une des réalisatrices du film, est en stage chez SOS Faim à ce moment. Elle souhaite se pencher sur la situation en Afrique et en particulier sur l'agriculture africaine. En effet ses études lui ont fait prendre conscience que certaines réalités n'étaient pas relayées par les médias. Parallèlement, SOS Faim cherche à développer ses outils pédagogiques. La collaboration s'impose d'elle-même. Les partenariats de SOS Faim orientent le choix vers le Mali.

Le point de départ du film : montrer une organisation paysanne qui lutte pour défendre les droits et les intérêts de ses membres et donner une image positive de l'Afrique. Face à la problématique de l'accaparement des terres rencontrée dans la zone, la trame du film change. Le tournage du film a duré un mois et demi dont deux semaines dans l'Office du Niger. Les premiers contacts se sont réalisés sans caméra, afin de créer de la confiance avec les personnes filmées. Il a été plus difficile, en revanche, d'obtenir un entretien avec les libyens ou les chinois qui détiennent certaines parcelles de l'Office du Niger. Une personne du Syndicat des Exploitants Rizicoles de l'Office (SEXAGON) les a accompagnés pendant toute la durée du tournage.

Les expériences de chacun en tant qu'animateur BAFA, globe-trotter ou réalisateur de film, associées à leurs sensibilités respectives, ont donné lieu à une bonne coopération et à un projet de film réussi. Les retours sur le film étant très positifs, les étudiants ont créé l'association Switch (<http://www.switch-asbl.org/>) pour concevoir des outils pédagogiques, comme le livret pédagogique du film par exemple.

Diplômés il y a deux ans, les membres de l'équipe travaillent actuellement chez SOS Faim, dans une société de production, une association de jeunesse, dans une ONG belge au Sénégal, ou a repris ses études. Pourtant, ils restent en contact et sont tous membres de Switch. Tout ça grâce au film !

### Contexte

Voir le livret pédagogique du film (en format pdf).



## Diffusions du film

---

Le film a été mis en ligne très tôt sur internet pour permettre une plus grande diffusion. Il a ensuite été présenté lors d'une conférence organisée par SOS Faim en 2010, pendant la tournée en Belgique de Faliry Boli, secrétaire général du SEXAGON. Il est aussi utilisé pour des animations, des conférences et des formations.

Le film a déjà été sélectionné pour le Festival ALIMENTERRE 2010 en Belgique, organisé par SOS Faim. Il a également été choisi pour le Festival de Résistance à Poix, ou au Festival Millenium à Bruxelles.

La diffusion du film se fait majoritairement par bouche à oreille, il y a eu peu de communication, mais ça fonctionne !

## Pour aller plus loin...

---

Voir le livret pédagogique du film (en format pdf).

## Questions de débat

---

L'ouverture aux investisseurs privés, est-ce une solution pour garantir une production agricole suffisante pour tous au Mali ?

Les petits producteurs et les grosses agro-industries pourraient-ils cohabiter ?

Quelles sont les solutions pour que les 2 modèles cohabitent sans se faire de l'ombre ?

Comment soutenir ces producteurs ici et là bas ?

## Profil d'intervenants

---

- **Spécialistes** des questions de politiques agricoles, de l'agroécologie ;
- des **économistes** ;
- Acteurs de circuits courts (**AMAP**) ;
- **Agriculteurs** céréaliers (petits producteurs) ;
- **ONG et associations** qui travaillent sur l'accaparement des terres (Oxfam, etc.) ;
- **Syndicats agricoles, entreprises agricoles** ;
- **Chambres d'agricultures** ;

## Boîte à idées

---

- **Jeu du riz** (Lafi Bala)

<http://www.lafibala.org/wakka.php?wiki=JeuX>

- Voir le livret pédagogique du film (en format pdf)

## A vous de jouer !

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Agence Française de Développement, du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, de Jardins Bio et de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Agence Française de Développement, du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, de Jardins Bio et de l'Union européenne.

**DVD**  
A L'INTÉRIEUR

LIVRET PÉDAGOGIQUE

# DU RIZ ET DES HOMMES

Un film écrit et réalisé par

Sophie Cailliau  
Charlotte Gille  
Antonella Lacatena  
Nicolas Stinglhamber  
Yann Verbeke



## Introduction

Le documentaire « Du riz et des Hommes », accompagné de son livret pédagogique est le fruit d'une rencontre entre des étudiants de l'IHECS (Institut des Hautes Etudes des Communications Sociales) et deux organisations de solidarité internationale, SOS FAIM et ITECO (Centre de formation pour le développement et la solidarité internationale).

Souhaitant concevoir un outil de sensibilisation aux problématiques Nord-Sud, ce groupe d'étudiants, caméra en main, s'est rendu au Mali en 2008 afin de comprendre, à travers des échanges avec différents partenaires de SOS Faim, les conséquences de la privatisation des terres au niveau de l'agriculture familiale.

« Notre génération a grandi avec des images d'une Afrique désespérément en difficulté. Des images parfois confuses qui nous donnent souvent l'impression d'être impuissant face à cette situation. Mais est-ce vraiment le cas ? ... ». Les premiers commentaires du DVD sont représentatifs de l'esprit qui a mobilisé ces étudiants : découvrir une autre image de l'Afrique que celle communément véhiculée dans les médias de masse.

De retour en Belgique, ils ont souhaité partager leurs découvertes auprès d'autres jeunes en réalisant un court documentaire qui met en exergue la mobilisation de différents acteurs du Sud pour la défense de leurs droits. Ce voyage leur a permis de recueillir de nombreux témoignages, des voix maliennes interrogeant celles du Nord et demandant à être relayées, écoutées...

Animés par l'envie de valoriser leur démarche, SOS FAIM et ITECO ont proposé de les aider à diffuser cet outil médiatique et à le renforcer par la conception d'un livret d'accompagnement afin de permettre son exploitation pédagogique par des enseignants et des animateurs.



## Pourquoi ce film ?

“**F**in 2007, alors que nous entamions notre dernière année d'étude en Communication, il nous a été demandé de former une équipe autour d'un projet commun de mémoire. C'est l'envie de travailler sur un outil de sensibilisation relatif aux relations Nord-Sud qui nous a rassemblés.

En nous lançant dans ce projet, nous n'imaginions pas vivre une telle expérience. Chacune des phases par lesquelles nous sommes passés (exploration de la problématique, tournage, montage, présentation du résultat au public) nous a apporté son lot de surprises et d'apprentissages. Ce sont ainsi nos connaissances mais aussi et surtout nos représentations qui ont évolué au fil du temps. Et c'est justement parce que nous avons conscience de la chance que nous avons eu de faire ce chemin que nous avons voulu le reparcourir avec d'autres au travers de ce film.

Au cours de cette aventure, nous avons été témoins d'une situation d'injustice, résultat d'une politique et de choix irrationnels guidés par les intérêts économiques de certains et délaissant totalement la notion de bien commun. Nous avons également vu les principales victimes de cette situation, à savoir les petits agriculteurs, lutter contre celle-ci. Enfin, nous avons compris que cette situation nous concernait également et que nous avons aussi notre rôle à jouer, tout simplement car cette société qui choisit le profit avant tout, c'est aussi la nôtre...”

Antonella, Charlotte, Nicolas, Sophie et Yann

## Table des matières

p. 6

Le contexte : le Mali et l'Office du Niger

p. 17

Fiches pédagogiques

p. 32

Pistes d'actions

p. 34

Ressources

Objectif du carnet

Ce livret d'accompagnement a pour objectif général de faciliter l'exploitation du documentaire *Du riz et des Hommes* avec des jeunes à partir de 16 ans, en milieu scolaire ou extra-scolaire (maisons de jeunes, mouvements de jeunesse, AMO...).



## Le contexte :

# le Mali et l'Office du Niger

Afin de comprendre pleinement les enjeux de la problématique abordée dans le film, il est important d'avoir en tête quelques informations importantes concernant le Mali, son histoire et sa situation actuelle.

## Un vaste territoire peu peuplé

Situé en plein coeur de l'Afrique de l'Ouest, la République du Mali est le plus grand pays de la région après le Niger. Comme ce dernier, il ne possède aucun débouché sur la mer.

Les deux tiers Nord du territoire sont recouverts par le désert du Sahara, ce qui fait inévitablement du Mali, un pays à la densité de population très faible. Pour comparer, le Mali possède une population à peine plus importante que la Belgique (12 324 029 hab. contre 10 414 336 hab) alors qu'il est 400 fois plus vaste (1 241 238 km<sup>2</sup> contre 30 528 km<sup>2</sup>).

Environ 80 % de la population totale est concentrée sur 40 % du territoire dans le centre et le sud du pays.



## L'agriculture, une activité essentielle bien en dessous de son potentiel

Cette population vit majoritairement en zone rurale et dépend directement ou indirectement de l'agriculture. Concrètement, l'activité agricole est responsable de plus de 45% du PIB malien et emploie environ 75% de la population active.

Toutefois, la production reste insuffisante pour nourrir l'ensemble de la population. Les raisons principales sont le manque d'infrastructures en milieu rural, les difficultés liées aux variations climatiques mais aussi et surtout une trop grande concentration de la population, en constante augmentation, sur un nombre limité de terres exploitées.

En effet, on estime que le pays n'exploite que 10 % des terres arables du territoire. La grande majorité des exploitations sont des exploitations de très petite taille. Pour être exact, 40% d'entre elles ont une superficie inférieure à 3 ha alors qu'on estime généralement qu'une exploitation doit faire au minimum 4 ha pour être rentable.

Ces exploitations sont la plupart du temps de type « familiales », c'est-à-dire qu'elles sont gérées par une même famille et que leur production sert avant tout à nourrir cette dernière. Avec une moyenne de 8 à 10 membres, les familles n'exploitant qu'une petite superficie parviennent souvent tout juste à se nourrir et ont de grandes difficultés à produire un excédent à commercialiser. Ainsi, elles ne parviennent pas à dégager un profit qui leur permettrait d'investir dans de nouveaux outils ou dans l'achat d'engrais par exemple.

Sans soutien de la part de leur gouvernement, sous forme de subventions ou d'investissements dans l'aménagement de nouvelles terres à exploiter par exemple, ces petits producteurs sont condamnés à une situation qui s'apparente avant tout à de la survie. On verra plus loin que ce soutien gouvernemental, bien qu'annoncé, reste plutôt limité pour toute une série de raisons.



En 2008, le Mali était classé 5e pays au monde possédant l'Indice de Développement Humain le plus faible. Le PNUD fait également remarquer que plus de 72 % de la population vit avec moins de 2\$ par jour.

## L'eau du fleuve Niger, le « pétrole du Mali »

Revenons avant cela à cet énorme potentiel agricole que possède le Mali. Il faut à présent noter qu'une part importante de ce potentiel est déterminé par la présence d'un élément essentiel : l'eau du fleuve Niger.

En effet, celui-ci traverse le pays d'Est en Ouest et la majorité des villes et villages du Mali se sont établis au fil du temps le long de ses berges. Sa présence permet notamment l'irrigation des terres ainsi que le transport des marchandises.

Si ce fleuve a de tout temps été un bien précieux pour les peuples de la région, il n'est pas passé inaperçu à l'arrivée des colons français. Ceux-ci ont rapidement flairé l'intérêt de ce cours d'eau. La région, grâce à d'importants aménagements devait devenir une zone stratégique dédiée à la production de coton pour les industries textiles de la métropole. Petit retour en arrière...

## Maîtriser le fleuve, le rêve du colonisateur français

Le projet est ambitieux : construire un barrage accompagné d'un système d'irrigation qui permettrait à terme l'aménagement d'un million d'hectares de terres cultivables. Cette zone est nommée : « Office du Niger ». Initié en 1932, le barrage a été réalisé en moins de dix ans mais au prix de nombreux vies humaines au sein de la main d'œuvre locale bon marché, généralement mobilisée sous la contrainte. Pour ce qui est du système d'irrigation, les colons ont décidé de revoir leurs ambitions à la baisse et seuls 100 000 ha de terres irriguées ont été aménagées.

Une fois les travaux achevés, la main d'œuvre, toujours recrutée de force, a dû s'atteler au travail agricole, c'est-à-dire à la production du coton bien sûr mais aussi du riz afin d'assurer la sécurité alimentaire des colonies ouest africaines.

À la fin de la seconde guerre mondiale, le vent commence à tourner. Les travaux forcés sont abolis et les paysans autorisés à se regrouper en syndicats et à cultiver du mil et du sorgho en plus du coton et du riz obligatoires. La fin du colonialisme et la lutte pour l'indépendance s'annoncent.

## L'Indépendance et la succession de deux régimes autoritaires

En 1960, la République du Mali acquiert son indépendance. Modibo Keita est élu président et instaure un régime d'orientation socialiste. L'Office du Niger est désormais géré par l'Etat et les terres sont collectivisées. La situation des paysans ne s'améliore guère à cette époque. Ils travaillent entièrement au bénéfice de l'Etat et les libertés syndicales fraîchement acquises sont abolies.

Cette politique est manifestement un échec. Les paysans sont insatisfaits et les rendements sont faibles.

En 1968, le général Moussa Traoré prend le pouvoir. Son règne signe la fin du socialisme et du collectivisme. Les libertés paysannes n'évoluent pas pour autant. La commercialisation est toujours gérée par l'Etat et les rendements n'augmentent pas.

## Le retour discret des acteurs du Nord

C'est alors qu'interviennent à nouveau des acteurs du Nord. Les années 70 correspondent à une période particulière durant laquelle banques de pays occidentaux et institutions financières internationales, notamment la Banque Mondiale, octroient des prêts à des taux très faibles. Le Mali, ainsi que la plupart des pays du Sud, profitent de cette « aubaine » pour emprunter des sommes importantes et sortir de la situation difficile dans laquelle leurs économies sont plongées.

Notons que les sommes d'argent ne sont pas prêtées sans conditions. La majeure partie est réinvestie dans les travaux d'infrastructures (construction de routes, de ponts, de centrales électriques, etc.) et pour ces travaux, il est fortement conseillé de faire appel à des industries

du Nord. Des fonds sont également investis dans l'agriculture mais là encore, les créanciers ont leurs exigences : les investissements doivent s'orienter vers la production de matières premières destinées à l'exportation.

Ainsi, en moins de 12 ans (de 1968 à 1980), la dette publique malienne triple et passe de 51 milliards à 151 milliards de francs CFA. C'est alors que le Mali entre dans une spirale d'endettement qui va s'aggraver avec l'augmentation des taux d'intérêt qui s'opère à partir de 1979. En effet, pour rembourser ses intérêts, le Mali est obligé de contracter de nouveaux prêts à des taux tout à coup bien moins avantageux.

De plus, on assiste à la même époque à une baisse drastique du prix des matières premières. Le Mali qui comptait sur les revenus provenant de l'exportation du riz et du coton, se retrouve dans une situation particulièrement difficile.

## Les Programmes d'Ajustement Structurel et la libéralisation de la filière riz

Pour gérer cette crise de la dette, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International vont prendre des mesures drastiques et proposer aux pays endettés ce qu'on appellera un « Programme d'Ajustement Structurel ». Cela signifie qu'à partir du milieu des années 80, pour pouvoir continuer à emprunter (ce qui est inévitable vu la spirale dans laquelle ces pays se trouvent), l'Etat devra poursuivre une série de réformes macro-économiques censées réduire les dépenses publiques. Parmi ces réformes, on retrouve

notamment la privatisation de certains secteurs clés. Ces privatisations touchent à la fois l'industrie, l'agriculture et les services.

Le Mali n'échappe évidemment pas à ces réformes et celles-ci auront un impact important sur l'organisation de l'Office du Niger. Bien que ce dernier reste une entreprise d'Etat, le nombre de fonctionnaires est fortement réduit et la filière riz est progressivement libéralisée. Cela signifie que l'Etat reste responsable de l'attribution et de l'aménagement des parcelles mais que les paysans, à condition de payer une redevance annuelle, ont désormais le droit de commercialiser eux-mêmes leur production.

Si ce transfert de compétences est en soi une bonne chose, le désengagement de l'Etat a été beaucoup trop brutal. Les paysans, peu organisés, ont été, du jour au lendemain, chargés de la transformation et de la commercialisation du riz, de la recherche de crédits, de l'approvisionnement en engrais et en semences et de l'entretien d'une part des infrastructures du réseau d'irrigation.

Beaucoup d'entre eux ont été victimes d'escroqueries et d'arnaques en tous genres en raison de leur manque d'expérience et de leur faible pouvoir de négociation. Ces difficultés ont néanmoins poussé ces paysans à trouver des solutions, notamment en s'organisant au travers de syndicats.





## Le Sexagon, les raisons de sa création

Depuis le début de ce siècle, les craintes des paysans n'ont cessé de croître. Parmi leurs préoccupations, il y a évidemment le risque de ne pas pouvoir produire assez pour subvenir aux besoins de la famille, mais également celui d'être expulsés de leurs terres.

Si certains paysans travaillent dans l'Office depuis presque 60 ans, ils ne disposent pas pour autant d'un titre foncier ou d'un bail long terme. S'ils ne parviennent pas à payer leur redevance annuelle, suite à une mauvaise récolte par exemple, ils risquent l'expulsion. Ils réclament aujourd'hui une plus grande sécurité foncière et demandent qu'on leur accorde un bail « long terme », d'une durée de plusieurs années.

D'autre part, le fait que la superficie exploitable n'ait pratiquement pas augmenté depuis l'arrivée des premiers

paysans alors que la population augmente chaque année pose un réel problème de pression foncière. Les paysans réclament donc aux autorités de l'Office l'aménagement de nouvelles terres afin de bénéficier de parcelles plus grandes ou de permettre aux jeunes de s'installer sur leurs propres parcelles. Comme on l'a vu, à l'heure actuelle, les exploitations sont généralement trop petites pour nourrir les familles de paysans qui s'agrandissent avec le temps et à plus forte raison pour leur permettre de faire du profit.

Ceux-ci ont donc décidé d'agir et de s'organiser pour forcer l'Etat à prendre des mesures pour que leur situation s'améliore. C'est pour cette raison que le Sexagon, le Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger, a été créé en 1999. Ce que les membres du Sexagon défendent est simple : l'Office du Niger a un potentiel énorme et c'est en soutenant les milliers de petits exploitants qui y travaillent depuis des décennies qu'on le développera.

## L'arrivée des investisseurs privés

Seulement, comme on l'a vu, le Mali est criblé de dettes et les créanciers ne voient visiblement pas l'avenir du pays de la même manière. La Banque Mondiale, qui suit de très près les dépenses de l'Etat malien, ne voit pas d'un très bon œil qu'il continue à s'endetter en poursuivant une politique volontariste qui inclurait le financement de nouveaux aménagements ou des subsides aux petits exploitants. Au contraire, elle conseille plutôt, comme on l'a vu, la privatisation afin de réduire les dépenses publiques. Pour assurer cette privatisation, la Banque Mondiale préconise la mise en place de mesures pour attirer au mieux les investisseurs privés.

Malheureusement pour les petits producteurs, l'Etat suit à la lettre les conseils de son créancier et multiplie les efforts pour attirer ces investisseurs, qui sont généralement des étrangers. En quelques années, des milliers d'hectares ont ainsi été cédés à des sociétés transnationales notamment pour la culture de la canne à sucre. Récemment, ce sont 100 000 hectares (soit l'équivalent des terres actuellement exploitées) qui ont été cédés à une société libyenne. Enfin, c'est la production d'agrocarburants qui est au centre d'un important investissement également sur une superficie de 100 000 hectares.

Les petits producteurs sont aujourd'hui plus que jamais inquiets de la tournure

que prennent les événements et se posent énormément de questions sur leur avenir et celui de leur pays : où va partir ce qui va être produit par ces sociétés? Y aura-t-il un réel impact sur le développement et la sécurité alimentaire du Mali? Et surtout quel avenir pour les milliers d'exploitations familiales de la zone? Comment espérer voir leur activité survivre alors que la terre et l'eau disponible sont progressivement accaparés par des étrangers?

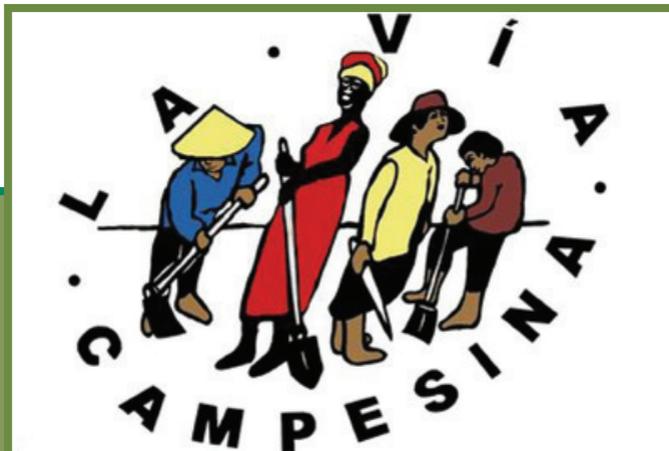
## Le regroupement des producteurs aux niveaux national et régional

Malheureusement, ces questions, il n'y pas que les paysans de l'Office du Niger qui se les posent. Aujourd'hui, l'agriculture familiale fait vivre près de 45% de la population mondiale. Et ces 2,8 milliards de personnes font face à des difficultés semblables à celles des paysans de l'Office. Confrontée depuis plusieurs années à la montée en puissance du modèle agro-industriel, l'agriculture familiale est de plus en plus menacée.

Toutefois, aujourd'hui plus que jamais, ces paysans prennent conscience de leur légitimité et de la force qu'ils constituent aux niveaux local et mondial. Le Sexagon n'est pas le seul acteur malien à défendre les droits et les intérêts des paysans. Les associations de producteurs et de jeunes agriculteurs, les coopératives agricoles et les syndicats fleurissent

un peu partout dans le pays. Nombre de ces organisations paysannes sont aujourd'hui regroupées dans une coordination nationale, la CNOP. Cette coordination a pour objectif d'édifier un mouvement national crédible défendant l'exploitation familiale paysanne.

Mais les efforts de regroupement ne s'arrêtent pas là... Afin d'augmenter leur poids sur la scène internationale, les organisations paysannes se sont rassemblées au niveau de toute l'Afrique de l'Ouest au sein d'un réseau d'organisations paysannes et de producteurs (ROPPA).



## Qu'en est-il dans les autres régions du monde ?

En Europe, en Asie et aux Amériques, des regroupements similaires, nationaux et régionaux, ont également vu le jour. Les paysans de par le monde ont compris la nécessité de s'associer afin d'augmenter leur pouvoir de négociation auprès de leurs gouvernements respectifs et vis-à-vis des grandes instances internationales. La Via Campesina, « un mouvement international de paysans, de travailleurs agricoles », réunit des

organisations paysannes de 56 pays. Ce mouvement défend la production paysanne et familiale, la souveraineté alimentaire des peuples ainsi qu'une production alimentaire et des chaînes d'approvisionnement décentralisées. La Via Campesina fait de plus en plus parler d'elle et son influence ne cesse de croître. Elle multiplie les actions, les conférences et autres manifestations afin de diffuser son message.

## Conclusion

En 2009, 1,02 milliard de personnes étaient sous-alimentées dans le monde (contre 963 millions de personnes en 2008). Depuis les années 70, l'insécurité alimentaire n'a cessé d'augmenter. Force est de constater que les politiques de désinvestissement des Etats, de privatisation et de libéralisation des marchés agricoles n'ont pas permis d'augmenter la production et les revenus agricoles des paysans les plus pauvres. Malgré cela, la nécessité de défendre l'agriculture familiale, qui constitue pourtant le principal moyen de subsistance de plus d'un milliard d'individus de par le monde, ainsi que le concept de souveraineté alimentaire ne sont toujours pas reconnus par les grandes instances internationales. En Belgique, 76% des paysans ont disparu en 40 ans. Dans l'Europe des 27, l'agriculture familiale ne représente plus que 6% de l'agriculture pratiquée. En Afrique, en Asie et aux Amériques, l'agriculture familiale est également de plus en plus marginalisée.

La problématique de l'accaparement des terres par des investisseurs ou des Etats étrangers est d'autant plus inquiétante que la croissance démographique devrait encore aggraver le problème de la faim dans les prochaines années. Les pays riches tentent dès lors de se constituer des réserves alimentaires capables de subvenir aux besoins futurs de leur population. Entre 2006 et mi-2009, ce sont plus de 40 millions d'hectares de terres agricoles qui ont changé de propriétaire ou ont fait l'objet

de négociation.

Le risque est donc de plus en plus élevé de voir les petits producteurs disparaître, avec toutes les conséquences sociales, économiques et écologiques que cela entraîne. Ces derniers risquent d'être expulsés de leurs terres. Ils viendront alors gonfler le flux de migrants amassés dans les bidonvilles ou devront se muer en ouvriers agricoles afin de subvenir aux besoins de leurs familles. Ils seront de plus en plus dépendants des prix du marché pour se nourrir. Or, il est prouvé que les échanges profitent surtout aux pays riches qui ont les moyens de se mécaniser et de pratiquer une agriculture productiviste. Ce type d'agriculture s'avère pourtant désastreux d'un point de vue écologique. La menace qui pèse aujourd'hui sur la biodiversité devrait augmenter au fur et à mesure que se développent l'utilisation intensive d'engrais et de pesticides, les cultures OGM et autres pratiques non durables.

La défense des exploitations familiales est aujourd'hui primordiale pour assurer la survie des paysans et de leurs familles ainsi que celle de notre planète. Plus ou moins directement, nous sommes donc tous touchés par cette problématique. Le combat que mènent les organisations paysannes partout dans le monde est d'une importance capitale pour faire évoluer la situation. Il mérite d'être valorisé et soutenu par tous les citoyens.

## Sources

- « L'OFFICE DU NIGER, GRENIER À RIZ DU MALI: SUCCÈS ÉCONOMIQUES, TRANSITIONS CULTURELLES ET POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT », Jean-Philippe Tonneau, Marcel Kuper, éditions Khartala, Bamako.
- "SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : LA FILIÈRE RIZ AU MALI - AGRICULTURE FAMILIALE OU LOGIQUE DE FILIÈRE ?", Mamadou Lamine Coulibaly, article publié le 2 décembre 2004 sur <http://penserpouragir.org/espace-de-reflexion/forum-des-peuples-kita-2004,16/article/souverainete-alimentaire-la,104.html>
- « LA BOURSE OU LA VIE », Eric Toussaint, Editions Syllepse, Paris.
- « L'OFFICE DU NIGER, DU TRAVAILLEUR FORCÉ...AU PAYSAN SYNDIQUÉ », réalisé par Loïc Colin et Vincent Petit, IRAM.



## Fiches pédagogiques

Le film "Du riz et des Hommes" effleure différentes problématiques qui vont bien au-delà du contexte malien.

Les fiches ci-dessous vous permettront de développer des animations autour du film en fonction de la thématique que vous souhaitez approfondir.

- FICHE 1 : ANALYSE DU DOCUMENTAIRE
- FICHE 2 : LES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS AFRICAINS
- FICHE 3 : LE MÉCANISME DE LA DETTE
- FICHE 4 : LE MÉCANISME DES ÉCHANGES NORD-SUD

DURÉE : 2h30

NOMBRE DE PARTICIPANTS : 6 à 25

MATÉRIEL : lecteur DVD et baffles, grandes feuilles et marqueurs, photocopies du plan de la vidéo, consignes pour le travail en sous-groupe

## OBJECTIFS

- Découvrir un outil de sensibilisation aux relations Nord-Sud réalisé par des jeunes étudiants;
- Analyser différentes logiques d'acteurs concernant la gestion des terres rizicoles au Mali;
- Etablir des articulations entre des réalités concrètes vécues dans un pays du Sud avec des réalités belges.

## DÉROULEMENT

### 1. Relevé des représentations (15')

Demander aux jeunes quelles sont, selon eux, les causes de la faim et de la pauvreté en Afrique. Après avoir repris leurs réponses sur une grande feuille, vous pouvez les confronter avec celles exprimées lors du micro-trottoir organisé par les étudiants de l'IHECS (voir bonus dans le DVD).

### 2. Découverte de la réalité malienne (30')

Visionner le documentaire en grand groupe en annonçant que ce DVD a été réalisé par des étudiants qui ont voulu comprendre la réalité des agriculteurs au Mali en se rendant sur place. Ensuite demander aux jeunes leurs premières réactions (ressenti).

### 3. Phase d'analyse (45')

En sous-groupes, les jeunes sont invités à explorer le documentaire sur base des propositions suivantes (une second projection du DVD est nécessaire) :

- Identifier les différents acteurs interviewés et leurs positionnements
- Repérer les principales problématiques abordées
- Pointer les alternatives ou pistes de solutions apportées
- Relever les mots ou les contenus qui ne sont pas compris

### 4. Mise en commun et lien avec notre propre réalité (60')

Chaque sous-groupe présente sa production. Ensuite l'animateur réalise une synthèse transversale. Un débat est alors proposé pour savoir en quoi la situation des agriculteurs maliens nous concerne. L'agriculture en Belgique est-elle confrontée aux mêmes difficultés? Comme consommateurs et citoyens avons-nous des propositions

pour soutenir les agriculteurs tant au Sud qu'au Nord ?

Si certaines zones d'ombres persistaient, le groupe pourrait définir d'autres séquences d'animation pour mieux comprendre le contexte agricole malien comme par ex : faire une recherche documentaire, inviter une personne-ressource extérieure...

## 5. Sensibiliser son entourage

À nouveau en sous-groupes, les participants créent une affiche avec un dessin et un slogan de manière à sensibiliser les citoyens du Nord par rapport à la problématique. Ces affiches sont exposées dans l'école ou l'association afin qu'elles soient visibles par un public plus large.

## SÉQUENCES DÉCOUPÉES

N°	minutage	Thématique des séquences
1	00:00 - 00:18	Question de départ : sommes-nous réellement impuissants face aux difficultés vécues par l'Afrique ?
2	00:18 - 02:10	Un cas précis : le Mali et l'Office du Niger
3	02:10 - 03:26	L'agriculture familiale dans l'Office du Niger, ça consiste en quoi ?
4	03:26 - 04:07	Les difficultés vécues par les paysans de l'Office du Niger
5	04:07 - 05:06	L'incapacité de l'Etat malien à financer l'aménagement de nouvelles terres et la solution de la Banque Mondiale
6	05:06 - 07:54	L'arrivée des investisseurs privés et les conséquences pour les petits producteurs
7	07:54 - 10:13	Pourquoi soutenir les exploitations familiales ?
8	10:13 - 12:00	Le rôle du mouvement paysan
9	12:00 - Fin	La lutte se mène ici et ailleurs !

DURÉE : 50 minutes

NOMBRE DE PARTICIPANTS : 12 à 20 joueurs + 1 animateur

MATÉRIEL : 4 fiches personnages (au verso), badges, cartons portant les noms des 4 organisations à disposer sur 4 tables.

### OBJECTIFS

- Faire découvrir des initiatives et des organisations locales en Afrique;
- Favoriser le travail de groupe, l'argumentation et la prise de parole en public.

### DÉROULEMENT

À l'occasion d'un forum social africain, 4 organisations engagées dans la défense de l'agriculture familiale et de la souveraineté alimentaire qui se sont rencontrées au cours des divers ateliers et tables rondes souhaitent unir leurs expériences et monter un projet commun.

Le **SEXAGON**, le syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger au Mali.

L'**ACDIC**, association citoyenne de défense des intérêts collectifs. Basée au Cameroun cette organisation s'est fait connaître à travers diverses campagnes de sensibilisation et de mobilisation de la population camerounaise pour la défense de l'agriculture locale.

Le **ROPPIA**, réseau des organisations des paysans et producteurs agricoles. Cette plateforme rassemble les organisations paysannes à travers l'Afrique de l'Ouest. Fortes de leurs expériences, ces différentes structures souhaitent aujourd'hui dialoguer entre elles, s'entretenir de manière plus approfondie de leurs actions respectives. Elles doivent, à l'issue de cette rencontre, déterminer en commun des modalités de collaboration future.

Le **CNCFTI**, comité national de concertation de la filière tomate industrielle, comité rassemblant les pouvoirs publics et les acteurs économiques de la filière tomate au Sénégal, ce comité permet à l'ensemble des acteurs de la filière de s'organiser au mieux contre la concurrence du concentré de tomate importé.

Pour ce jeu, nous n'avons retenu que quelques actions de ces organisations.

Pour en savoir plus, consultez leurs sites Internet :

[WWW.ROPPIA.INFO](http://WWW.ROPPIA.INFO) / [WWW.ACDIC.NET](http://WWW.ACDIC.NET)

### INTRODUCTION AU JEU (5')

L'animateur explique le principe et le déroulement du jeu.

Les participants doivent former 4 groupes :

1. Des représentants du **SEXAGON**
2. Des représentants de l'**ACDIC**
3. Des représentants du **CNCFTI**
4. Des représentants du **ROPPIA**

### PRÉPARATION EN GROUPE (15')

Chacun des 4 groupes prend connaissance de la fiche présentant sa structure et prépare une présentation synthétique de sa structure et de ses actions. Un temps plus important pourrait être consacré à cette étape pour une recherche d'informations plus approfondie sur chaque structure à travers Internet.

Les organisations doivent chacune élire un porte-parole et réfléchir au mode de collaboration qui leur semble le plus intéressant pour le futur. Parmi les exemples d'actions communes :

- L'organisation d'une campagne de pétitions (auprès du grand public et des décideurs politiques) ;
- L'organisation d'une conférence régionale/internationale sur l'alimentation et l'agriculture ;
- La réalisation d'une publication commune ;
- L'interpellation de partenaires européens sur une thématique spécifique pour leur demander de relayer une campagne en Europe;
- ...

### RENCONTRE/ MISE EN COMMUN (30')

L'animateur sert de modérateur dans les échanges.

Chaque organisation doit, à tour de rôle et en 5 minutes maximum, se présenter, exposer ses actions et/ou campagnes, éventuellement décrire ses projets pour le futur. (20')

Ensemble, les 4 organisations doivent se mettre d'accord sur un mode de collaboration. Le choix doit faire l'objet d'une argumentation construite et être participatif. (10')

### CONCLUSION (10')

Les participants expriment leur ressenti par rapport au jeu et analysent le lien entre cette situation imaginaire et la réalité.

Ce temps d'exploitation pédagogique est également l'occasion pour l'animateur de revenir sur tel ou tel point qui n'aurait pas été compris ou qui aurait été particulièrement sujet à débat.

**SEXAGON**

Le Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger, créé en 1996, se bat pour que les riziculteurs puissent vivre de leurs productions sur leurs terres sans expulsés au bon vouloir de l'Etat malien.

Le SEXAGON est situé dans la ville de Niono, au cœur de la zone dite « Office du Niger », du nom de l'organisme parapublic qui aménage et entretient les canaux d'irrigation et gère les terres.

Au Mali, en effet, les riziculteurs ne sont pas propriétaires de leurs parcelles et doivent payer de fortes taxes à l'état d'année en année pour pouvoir continuer à y cultiver. Lorsque la récolte est mauvaise, il faut quand même payer... ou c'est l'expulsion.

Faliry Boly, rejoint par près de 12.000 autres paysans, a fait du syndicat une force qu'il est difficile d'« oublier » lors de réunions relatives à l'aménagement de la zone.

Ce qu'il défend c'est un modèle agricole à taille humaine et donc la reconnaissance du travail des petits producteurs et du potentiel de leurs exploitations. Convaincus de leur capacité à produire davantage et ainsi à approvisionner le Mali tout entier en riz et autres produits agricoles, les paysans de la zone réclament un soutien de la part de leur gouvernement afin d'assurer notamment une certaine sécurité foncière et un meilleur accès aux moyens de production (engrais, semences, outils, etc.).

Seulement, aujourd'hui, une nouvelle menace pèse sur eux. L'Etat, croulant sous la dette, a choisi d'ouvrir l'Office du Niger aux investissements privés et de céder des terres à des sociétés multinationales et à des grands propriétaires terriens.

Le Sexagon doit à présent redoubler d'efforts pour défendre les intérêts des petites exploitations face à ces nouveaux arrivants qui risquent, entre autres, de pomper toute l'eau disponible pour l'irrigation de leurs terres...

**ROPPA**

Le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs d'Afrique de l'Ouest est actif dans 10 pays d'Afrique de l'Ouest.

Ses objectifs sont :

- Consolider les liens d'entraide, de coopération et de structuration entre les organisations paysannes;
- Permettre à ces groupements d'être de véritables moteurs de développement local et de s'impliquer dans les politiques agricoles;
- Réaliser des campagnes d'information et de plaidoyer.

Depuis 2005, le ROPPA conduit une campagne d'information et de plaidoyer afin de promouvoir la filière riz. Le riz produit localement est concurrencé par du riz importé d'Asie, vendu moins cher sur le marché. Par exemple au Burkina Faso le riz thaïlandais est vendu 0,30 € le kilo quand le riz local l'est à 0,37 €.

Le ROPPA souhaite que les Etats s'impliquent plus dans les filières rizicoles locales en mettant en place une protection tarifaire et des politiques de soutien à la production locale de riz dans l'ensemble des pays ouest africains concernés. Il veut également que les Etats défendent certains principes au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) :

- l'arrêt du dumping ;
- la régulation des échanges du riz sur le marché mondial ;
- la prise en compte du caractère spécifique du riz pour les pays d'Afrique de l'Ouest.

## ACDIC

L'Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs est une association camerounaise ayant un double objectif:

- Renforcer la prise en compte des intérêts des populations locales
- Accroître la participation de la société civile dans la gestion des affaires publiques

A cette fin, elle exerce différentes activités :

- une veille citoyenne sans frontières
- des études et enquêtes de terrain
- des campagnes de lobbying

L'ACDIC a notamment lancé une campagne de promotion de la filière avicole camerounaise, menacée par les importations massives et incontrôlées de découpes de poulet congelé en provenance d'Europe.

Ces découpes vendues sur les marchés locaux jusqu'à deux fois moins cher que la volaille locale empêchaient le développement voire le maintien des productions locales. Ainsi sur les marchés locaux, avant la campagne, le poulet importé était vendu 1,50 € du kilo contre 2.40 € pour le poulet local. En 10 ans, les importations de poulet ont été multipliées par trois, ce qui a engendré une perte de 110 000 emplois dans le secteur avicole pour la seule année 2003. Plus inquiétant encore, 83.5 % des découpes importées étaient impropres à la consommation.

Cette campagne a eu des résultats satisfaisants :

- les consommateurs ont boycotté le poulet congelé;
- les pouvoirs publics ont mis en place des mesures visant à freiner les importations: quotas, augmentation de la TVA/des droits de douane/de la taxe d'inspection sanitaire et vétérinaire ;
- le poulet local a été exonéré de tout prélèvement fiscal.
- ceci a permis un redémarrage de la production de poulet local.

## CNCFTI

Le Comité National de Concertation sur la Filière Tomate Industrielle rassemble les acteurs de la filière de production de la tomate sénégalaise.

Il rassemble les producteurs, les entreprises de transformation, le Crédit agricole du Sénégal, la recherche et l'Etat. C'est l'instance de concertation où sont décidés le financement, la planification technique et les prix d'achat de la production des agriculteurs du delta et des vallées du fleuve Sénégal.

La tomate constitue l'une des rares productions pouvant répondre à la demande nationale et le Sénégal est même le seul pays d'Afrique de l'Ouest doté d'une fabrique de conserves de tomates opérationnelle. Or, la filière locale est concurrencée par les importations de double et triple concentrés en provenance notamment de Chine, de Turquie et d'Europe.

Entre 2004 et 2005, les importations de concentré de tomates ont augmenté de 215% quand la production locale augmentait seulement de 65%. 6 000 paysans pourraient ne plus trouver de débouché à leur production.

Pour que la production de tomate se développe au Sénégal et que les agriculteurs en profitent, le CNCFTI doit servir de lieu de discussion et de tractation. Les maraîchers sénégalais ont également intérêt à diversifier et valoriser leurs productions via de petites entreprises agroalimentaires.

Attention ! L'Etat étant représenté dans le CNCFTI, vous ne pouvez accepter de mener une campagne de pétitions dirigée vers l'Etat.

DURÉE : 6 x 50 minutes

NOMBRE DE PARTICIPANTS : Maximum 20

MATÉRIEL : ordinateurs avec accès à Internet, différents documents qui abordent la problématique, différentes cartes du monde

### OBJECTIFS

- Appréhender la genèse, les mécanismes et les conséquences de la dette des pays du Sud;
- Élaborer des arguments pour l'annulation de cette dette;
- Impliquer les élèves de manière active dans l'exploitation d'une problématique.

### DÉROULEMENT

1. L'animateur présente les objectifs et la méthodologie du travail de recherche à mener par les jeunes. Les jeunes mèneront cette recherche en sous-groupes qui analyseront :

- le groupe A : l'évolution du rôle et le fonctionnement des institutions financières internationales (Fonds monétaire international et Banque mondiale)
- le groupe B : les grandes étapes du mécanisme de la dette
- le groupe C : en quoi la dette est-elle un fardeau pour les pays du Sud
- le groupe D : le cas plus spécifique de deux pays : par exemple le Mali et le Mexique
- le groupe E : les principaux arguments en faveur de l'annulation de la dette

2. Les sous-groupes consacrent 2 x 50' à leur recherche en s'appuyant sur les documents téléchargeables sur Internet ou en contactant certaines ONG.

3. Chaque sous-groupe prépare une présentation claire et didactique en s'appuyant sur différents supports : images, textes, extraits audiovisuels, schémas, posters... (2 x 50').

4. Lors de la mise en commun, chaque sous-groupe partage sa présentation (2 x 50'). Après des questions de clarification sur les présentations, les jeunes se positionnent sur cette problématique en partageant leur point de vue critique.

### DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES

- Biot M., Comment sensibiliser à l'annulation de la dette du Tiers-Monde ? Guide des outils pédagogiques, CADTM, 2010
- Biot M, Les dessins, annexe au Guide des outils pédagogiques, CADTM, 2010
- Chauvreau F. & Millet D, Dette odieuse, CADTM, 2006, bande dessinée (à partir de 12 ans).
- Chauvreau F. & Millet D, Le système Dette - T1 : La Paz, CADTM, 2009, bande dessinée.
- Chauvreau F. & Millet D, Le système Dette - T2 : Kinshasa, CADTM, 2010, bande dessinée.
- Castagnola A & Lecomte R., La dette : une histoire sans fin ? Pistes d'action pour son annulation, GRAD, 2002, guide pour les élèves et guide pour l'enseignant.
- Jeu de l'oie sur la dette mondiale, ouverture sur l'extérieur HEL-Jonfosse-2009-2010, travaux d'étudiants, sur le site d'Annoncer la couleur.
- Soixante questions- soixante réponses sur la dette, le FMI et la banque mondiale, CADTM, Co-édition Syllepse/CADTM, 2008.
- Vivien R., L'annulation de la dette du Tiers Monde, CRISP, revue Courrier hebdomadaire n° 2046 – 2047, 2010.
- Millet D. & Toussaint E., La crise, quelles crises ?, Aden - CADTM - CETIM, 2010 (à partir de 16 ans).

## COMPRENDRE LE MECANISME DES ECHANGES NORD-SUD

**NOMBRE DE PARTICIPANTS :** Cinq personnes environ par pays est un nombre optimal, ce qui fait un total de vingt personnes. Il est possible de jouer avec un minimum de douze personnes et un maximum de vingt-huit. Le nombre de joueurs par pays ne doit pas obligatoirement être identique

**DURÉE:** Quarante minutes de jeu et une heure d'analyse environ

**ESPACE REQUIS :** Une grande pièce

**MATÉRIEL NÉCESSAIRE :** Quatre tables une chaise par participant, quatre tableaux symbolisant les pays, un tableau récapitulatif, deux capuchons de marqueurs sur lesquels on enroule environ un mètre de papier collant, vingt-huit feuilles de carton bristol 240-320m, six lattes d'au moins 10 cm, six crayons, trois paires de ciseaux, deux rouleaux de papier collant.

## OBJECTIFS

- Permettre une première sensibilisation aux relations Nord-Sud.
- Réaction du groupe face à la concurrence : solidarité ou renforcement ?

## DÉROULEMENT

Quatre pays sont représentés par autant de groupes qui reçoivent chacun des outils de production différents. Le but du jeu est de produire un maximum de cubes en carton répondant à des normes bien précises.

Les quatre groupes, représentant deux pays riches et deux pays du tiers monde, doivent réaliser des cubes en carton de trois cm<sup>2</sup> de côté. Les arêtes doivent être tracées au crayon et toutes entièrement couvertes de papier collant, même si une arête est constituée par une pliure.

Après affichage du tableau des répartitions des ressources de chaque pays pour la production de cubes (voir le tableau ci-contre), le meneur de jeu le présente comme suit :

Le monde est représenté par quatre pays : le Japon, l'Allemagne, le Pérou et le Mali.

- Le Japon possède beaucoup de colle, trois règles, trois crayons, une paire de ciseaux (pour désigner la technologie de pointe) et une feuille de carton qui évoque les matières premières.
- L'Allemagne possède la même quantité de colle, de règles, de crayon, deux paires de ciseaux et deux feuilles de carton.
- Au Pérou, peu de colle, pas de règle, de crayons ni de ciseaux, mais quinze cartons.
- Au Mali, un peu de colle et dix feuilles de carton.

	Colle	Crayons	Ciseaux	Cartons
Japon	beaucoup	3	1	1
Allemagne	beaucoup	3	2	2
Pérou	peu	/	/	15
Mali	peu	/	/	10

Après quarante minutes, on comptera sur chacune des tables qui représentent les pays, le nombre de cubes effectués correspondant aux normes demandées.

Le jeu se déroule dans la pièce et l'on ne peut pas en sortir. Il faut faire disparaître les crayons, bics et autre matériel personnel.

Après l'explication des consignes et la distribution du matériel, le jeu peut commencer.

Chacun négocie ou travaille librement. Les pays riches s'empressent généralement de construire leurs cubes avec le matériel qu'ils possèdent, les pays pauvres sont acculés à négocier directement, soit entre eux, soit avec les pays industrialisés. Ces derniers, très vite en manque de matières premières, sont obligés de se tourner vers les autres pays.

Selon les groupes, l'activité se passe dans le calme ou de manière conflictuelle. L'animateur s'abstient d'intervenir sauf en ce qui concerne le minutage : « Attention, il reste dix minutes ».

## Avis aux animateurs

Après les quarante minutes, une commission internationale constituée d'un délégué par pays est constituée pour faire les comptes. Les délégués, armés de leurs règles, vérifient les cubes et éliminent ceux qu'ils jugent défectueux. Ce procédé évite que les animateurs soient vus comme partie prenante pour un pays. Il est important d'insister sur le fait que la production des cubes est totalisée par pays. Il peut arriver que les participants aient décidé de produire tous ensemble en rapprochant les tables des quatre pays. Le meneur de jeu doit alors acculer le groupe à défusionner et à mettre sur chacune des tables une part de la production commune.

Il faut pousser le groupe à négocier entre ses composantes et non pas faciliter les fusions idéalistes.

Le meneur inscrit au tableau les nombres de cubes acceptés par pays et déclare le vainqueur. Les groupes forment alors un cercle où chaque pays prendra la parole pour faire son histoire, son évolution. Le débat s'ouvre avec l'apport des observateurs.

Certains participants ont tendance, à se tourner vers le meneur, de jeu pour lui demander « peut-on voler ? », « peut-on vendre... ? ». Ces questions doivent rester sans réponses de la part de l'animateur. C'est aux participants à créer leurs normes.

Si on a désigné des observateurs parmi les membres du groupe, ce qui peut-être utile quand le groupe est nombreux, il faut qu'ils s'en tiennent à leur rôle. Il leur est interdit d'intervenir dans le jeu. Ils noteront leurs observations à la lumière d'une éventuelle grille d'observation remise par le meneur de jeu.

## ANALYSE

Pour compléter l'exercice, on peut réfléchir, au sein de chaque pays d'abord, en plénière ensuite, à ce qui s'est passé à l'intérieur du groupe en rapport à la réalité extérieure.

Quant au fonctionnement du groupe, ayant pu reconstituer les règles de fonctionnement, quel « monde » a-t-il créé ? Un monde de coopération ? Un monde de concurrence ?

Pour ce qui est des comportements individuels, qui négociait, qui organisait le travail, qui était cantonné dans la production, qui est resté passif, observateur, touriste,

se promenant d'une table à l'autre pour regarder ? Qui est allé voler, qui a déclenché la bagarre, qui a mal supporté le conflit, le vol, qui s'est révolté contre la règle et quelle forme cela a-t-il pris ? Ces rôles ont-ils été négociés, ou cela a-t-il été le règne du chacun pour soi ?

Il ne s'agit nullement d'une analyse psychologique mais d'essayer de comprendre des logiques sociales. Par exemple, on constate souvent que les filles ont tendance à se trouver dans des rôles d'exécution et les hommes dans des rôles de dirigeants. Ces rôles de chefs ou d'exécutants peuvent également être liés au type de formation des personnes, au fait d'avoir reçu une éducation de chef ou de subalterne...

Les participants peuvent se rendre compte ainsi que leur attitude dans le jeu peut correspondre à l'attitude qu'ils ont dans la vie par rapport à la compétitivité et aux enjeux. Ce débat peut entraîner une réflexion sur l'origine de leur attitude, sur leur intégration ou le fonctionnement du modèle social qui domine en eux.

Quant à la « réalité réelle », les échanges internationaux fonctionnent-ils de cette manière dans la réalité actuelle ou historique ? Peut-on mettre en rapport des phases du jeu avec des événements de l'histoire ou de l'actualité internationale ? De ce point de vue, ce jeu peut se compléter par une conférence ou un film sur les multinationales, les mécanismes économiques internationaux, les rapports Nord-Sud, etc.



# Pistes d'action

L'un des éléments importants du film est la dimension globale de la situation vécue par les paysans de l'Office du Niger. Les difficultés qu'ils rencontrent sont directement ou indirectement liées à un système et à des politiques sur lesquelles nous pouvons tous agir.

Voici quelques pistes d'action concrètes collectives et individuelles qui peuvent contribuer à l'amélioration de cette situation.

## AU SEIN DE LA CLASSE

- Inviter les autres élèves, profs et parents à une projection, suivie d'une dégustation de produits paysans et/ou d'un petit débat
- Inviter des personnes ressources pour témoigner (Oxfam, Via Campessina, FIAN, SOS faim...)
- Visiter une association sur le terrain
- Construire un projet d'échanges avec des jeunes du Sud

## POUR ALLER PLUS LOIN... AU SEIN DE L'ÉCOLE

- Rencontrer le pouvoir organisateur et la direction pour leur demander de repenser les achats de l'établissement, le contenu des aliments de la cantine, les critères de choix des fournisseurs... Collaborer avec eux à l'écriture d'un cahier de charges éthique

## INDIVIDUELLEMENT

- Consommer de manière durable : choisir selon des critères sociaux et environnementaux des produits les plus justes possibles, choisir par exemple des produits labélisés équitables ou des produits de saison
- Soutenir l'agriculture paysanne au Nord en participant à un groupement d'achat solidaire (<http://www.gasap.be/>)
- S'engager comme bénévole ou animateur au sein d'une association
- Créer des projets citoyens participatifs : jardins solidaires, campagne communale, groupement d'achat solidaire...
- S'organiser collectivement afin de faire pression sur la commune, la région, pour repenser les achats, les investissements publics, les partenariats et les échanges avec le Sud
- S'investir dans la cellule de solidarité internationale de sa commune

## SITES INTERNET

### SOS faim

ONG de développement, luttant contre la pauvreté en milieu rural.  
[www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)

### CADTM

Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde.  
[www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

### Via Campesina

Mouvement international paysan.  
[www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)

### Plate forme Souveraineté alimentaire

Organisations qui travaillent ensemble pour défendre, au Nord comme au Sud, la régulation de l'agriculture et du commerce.  
[www.pfsa.be](http://www.pfsa.be)

### Forum social mondial

Ce forum se propose de faciliter l'articulation, décentralisée et en réseau, d'associations et de mouvements engagés, tant au niveau local qu'international.  
[www.forumsocialmundial.org](http://www.forumsocialmundial.org)

### Forum social belge

Antenne belge du précédent.  
[www.wsf.be](http://www.wsf.be)

### Farmland Grab

Données et informations sur le phénomène d'agrocolonialisme.  
[www.farmlandgrab.org](http://www.farmlandgrab.org)

### Reclaim the Fields

Site du camp annuel regroupant des jeunes agriculteurs et citoyens qui résistent et réclament un contrôle citoyen sur la production alimentaire.  
<http://reclaimthefields.org>

### FUGEIA

Fédération Unie des Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs qui défendent l'agriculture paysanne et le concept de souveraineté alimentaire en Belgique.  
[www.fugea.be](http://www.fugea.be)

### Terre de liens

Terre de liens propose de changer le rapport à la terre, à l'agriculture, à l'alimentation et à la nature, en faisant évoluer le rapport à la propriété foncière.  
[www.terredeliens.org](http://www.terredeliens.org)

## LIVRES

### Qu'est-ce que la mondialisation ?

de Charles-Albert Michalet, La Découverte, 2004

L'ouvrage tente de rendre intelligible le phénomène complexe de la mondialisation au travers d'une approche historique. Bon ouvrage pour une première approche de la question.

### Territoires, développement et mondialisation

Alternatives Sud, Cetri, 2008

Points de vue du Sud sur les enjeux du développement dans le contexte de la mondialisation. L'ouvrage interroge la vision du développement trop homogène dans notre monde hétérogène.

### Question agraire et mondialisation

Alternatives Sud, Cetri, 2002

Ouvrage collectif recueillant l'opinion d'auteur du Sud et du Nord sur la question cruciale du modèle agraire au cœur des contradictions et aberrations de l'actuelle mondialisation.

### Soixante questions- soixante réponses sur la dette, le FMI et la banque mondiale

Damien Millet et Eric Toussaint, CADTM, Co-édition Syllepse/CADTM, 2008.

Excellent ouvrage pour comprendre mieux les enjeux liés à la dette et au système financier international. Les deux auteurs tentent de répondre aux questions que l'on se pose couramment

lorsque l'on aborde cette problématique.

### Nourrir la planète n'a pas de prix, comprendre la souveraineté alimentaire

CNCD – 11.11.11, Editions Luc Pire, 2008.

Les agricultures sont capables de nourrir l'ensemble de la population mondiale et pourtant ce sont eux qui souffrent en premier de malnutrition. Face au paradoxe de la faim, l'ouvrage explique les enjeux de l'alternative proposée par les organisations paysannes : la souveraineté alimentaire.

### Nourrir l'humanité, Les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXIe siècle

Bruno Parmentier, La Découverte, 2007.

Dans ce livre sont présentés tous les aspects de ce gigantesque défi, sans doute le plus important du XXIe siècle et pour lequel l'agriculture sera à nouveau appelée à occuper le devant de la scène.

## PUBLICATIONS

### **Alternatives Sud – L'Etat des Résistances dans le Sud**

Publication annuelle du Cetri (Centre Tricontinental) qui dresse un panorama, critique et synthétique, des mouvements sociaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

### **Défis Sud**

La revue Défis Sud de l'ONG SOS Faim (disponible en format PDF sur le site de SOS Faim) aborde la problématique de la souveraineté alimentaire sous ses différents aspects. Voici quelques numéros dont le contenu peut nous aider à comprendre mieux la situation décrite dans le film.

*Défis Sud n°86*, Le Mali est-il une puissance agricole?, décembre 2008.

*Défis Sud n°89*, Terres accaparées, pay sans exclus, juin-juillet 2009.

### **Dajaloo**

Mensuel publié par SOS Faim et destiné à un public large. Il décortique de façon simple les enjeux de l'agriculture en donnant la parole aux agriculteurs.

### **Imagine Demain le monde**

Bimestriel publié par l'asbl Imagine, écologie et société, en partenariat avec le CNCN-11.11.11. Un projet de presse alternatif et autonome, qui a pour volonté de porter vers le public des thématiques Sud et solidaires au travers d'un magazine généraliste, liant notre engagement dans les solidarités Nord-Sud à l'avenir des générations futures.

## VIDÉOS

### **L'autre mondialisation**

de François Christophe (60'), 1999 \*  
Partout dans le monde, des associations dénoncent les effets d'une mondialisation sans contrôle. Leur credo : il existe des politiques économiques alternatives, qui ne sont pas fondées uniquement sur la recherche du profit maximum et l'exploitation forcée. Le film retrace l'émergence de ces mouvements citoyens et présente certaines de leurs revendications.

### **Djourou, une corde à ton cou**

de Olivier Suchuat (63'), 2004. \*

Le film dresse un portrait sans complaisance de pays pris dans l'étau de la mondialisation et démonte, au travers du cas du Mali, la spirale d'endettement dont sont victimes nombre de pays du Sud.

### **La folie aviaire**

de Marcello Faraggi - EU MEDIA- SOS FAIM (32'), 2007

Les ravages du poulet européen en Afrique. Un documentaire sur la mondialisation et ses effets au Cameroun.

### **Le bien commun : l'assaut final**

de Carole Poliquin (62'), 2002 \*

Une enquête à travers le monde sur l'érosion de la notion de bien commun dans un contexte économique qui voit l'augmentation des privatisations et la généralisation des droits d'exploitation.

### **Africiscop, histoire d'économie solidaire**

de Pierre Guiard-Scmid et Denys Pinin-gre (53'), 2003\*

Tourné au Burkina-Faso, le film aborde la question d'une économie basée sur le principe coopératif (partage de la décision sur le mode « une personne = une voix » et répartition équitable des revenus) dans un des pays les plus pauvres du monde.

\* disponibles chez Libération Films ASBL, 67 rue Dupont, 1030 Bruxelles – 02/217.48.47 – liberationfilms@skynet.be

## OUTILS PÉDAGOGIQUES

### **Valise pédagogique Souveraineté alimentaire**

CNCD

Cette valise pédagogique offre un ensemble d'activités et de matériel destiné à sensibiliser les jeunes à la thématique de la Souveraineté alimentaire. De nombreux documents pédagogiques, Cinq courts métrages et leur exploitations, un jeu de l'oie ainsi que le DVD du film « Une pêche d'enfer ».

### **Recueil ALIMENTERRE**

SOS Faim – Starting Block

Recueil d'outils pédagogiques d'éducation au développement sur la souveraineté alimentaire. Réalisé en partenariat avec SOS Faim Belgique, SOS Faim Luxembourg et Starting-Block. [http://www.sosfaim.be/images/education/vignette\\_couv-recueil.gif](http://www.sosfaim.be/images/education/vignette_couv-recueil.gif)

### **Jeu de la ficelle, RDC**

Quinoa

Le jeu de la ficelle est un jeu interactif qui permet de représenter par une ficelle les liens, implications et impacts de nos choix de consommation. Il offre un éclairage sur les relations entre le contenu de l'assiette moyenne du Belge et diverses problématiques comme la qualité de l'eau, la dette extérieure d'un pays du Sud, la malnutrition, le réchauffement climatique ou les conditions de travail d'un ouvrier au Costa Rica.

<http://www.quinoa.be/>  
Jeu-de-la-ficelle/

### **Le jeu du SUDESTAN** SCI

Le SUDESTAN est une mise en situation au cours de laquelle les participants deviennent les ministres de pays du sud qui doivent développer leur pays et aussi faire face au problème de la dette.

### **Le jeu NAVATANE** SOS Faim

Navatane est un jeu de sensibilisation sur les inégalités dans l'agriculture et le droit à la souveraineté alimentaire.

Dans la peau d'une agricultrice ou d'un agriculteur vivant dans un pays imaginaire, les participants doivent récolter et vendre leurs productions sur le marché. Au fur et à mesure du jeu, ils se rendent compte des inégalités entre les agriculteurs et des causes de ces inégalités. Ils sont amenés à réfléchir aux alternatives et à prendre connaissance du droit à la souveraineté alimentaire et ses implications.

<http://www.sosfaim.be/images/education/navatane.jpg>

### **Jeu des jetons** ITECO

Le jeu des jetons, disponible chez Iteco, est un exercice de simulation sur l'inégalité et l'exclusion sociales, sur le pouvoir et le rapport entre les classes.

**Antipodes** – Compilation de jeux pédagogiques  
ITECO - février 2000

### **Souveraineté alimentaire, l'affaire de tous, fichier de jeux** CNCD, 2000.

Le droit à se nourrir, dossier pédagogique de FIAN-Belgium à destination des enseignants dans le but d'accompagner le travail de sensibilisation des jeunes de 15 à 18 ans sur le thème du « droit à se nourrir ».  
Infos : [fian@fian.be](mailto:fian@fian.be).

Crédits photos: Switch ASBL

Sources des fiches pédagogiques: SOS FAIM, ITECO, CADTM

un document réalisé par

# Switch

[www.switch-asbl.org](http://www.switch-asbl.org)

avec le soutien de

